

Par Nils Bhinda et Matthew Martin

Cet ouvrage, est basé sur l'excellente analyse conduite par les équipes nationales participantes au programme en Afrique et Amérique latine.

Il confirme les conclusions ultérieures révélant que les montants que les pays ont reçus sont très volumineux par rapport à leurs économies, plus diversifiés par pays source (particulièrement dans les pays du Sud), et tout aussi volatiles que ceux des plus vastes marchés émergents. Il démontre également que les intentions des investisseurs d'accroître leurs investissements futurs sont très positives, même dans les pays dits 'à risque', ayant surmonté les perceptions négatives et confronté la réalité d'un rendement très élevé. En retraçant plus en détail l'impact des capitaux privés étrangers sur les pays à faible revenu d'Afrique et d'Amérique latine, cet ouvrage explique pourquoi, si l'analyse des pays eux-mêmes avait été plus largement comprise, la communauté internationale aurait peut-être réagi plus rapidement et empêché la crise financière mondiale d'avoir un impact aussi pernicieux.

Il met toutefois clairement en garde contre le fait de supposer que les flux privés sont automatiquement ou suffisamment positifs pour le développement. Tout d'abord, en termes de stabilité. Les chapitres 1 et 2 révèlent une forte volatilité pour tous les flux privés (y compris l'IDE censé être « plus stable ») avant l'avènement de la crise : même l'aide est moins volatile et plus prévisible dans la plupart des pays. La crise a mis en lumière le fait que les flux privés n'étaient pas une source de financement stable, ni prévisible.

Deuxièmement, le chapitre 3 souligne le haut niveau de financement par emprunts utilisé pour ce que les organismes de promotion des investissements et les analystes internationaux jugent comme des projets de « capital-actions ». Cela met en lumière le risque élevé d'endettement que les capitaux privés étrangers impliquent, ce que la communauté internationale doit surveiller de près pour éviter les futures crises de la dette privée. Cela a également rendu les pays vulnérables aux chutes de CPE, car les crises affectent les prêts.

Troisièmement, l'analyse détaillée des études de cas nationales par secteurs qui figure au chapitre 4 révèle que de nombreux « secteurs en essor » pour l'IDE n'offraient pas d'avantages durables pour la croissance et la réduction de la pauvreté – même avant la crise – en termes d'emploi, de recettes budgétaires, ainsi que de transfert de technologies et de compétences.

Elle montre également la volatilité des secteurs en essor, qui va bien au-delà de la vulnérabilité des produits de base, en raison de liens étroits avec les phénomènes de bulles sectorielles dans les pays sources et sur les marchés mondiaux.

Quatrièmement, les investisseurs sont conscients que la progression au niveau des OMD est essentielle à la réussite de leurs entreprises, pour les raisons suivantes : elle accroît les compétences de la main-d'œuvre, elle réduit la prévalence des maladies, elle assure davantage d'apports locaux et elle lutte contre le changement climatique et autres dégradations de l'environnement. Mais la plupart d'entre eux ne font pas assez d'efforts pour payer les impôts qui permettront aux pouvoirs publics de dépenser davantage sur les OMD ou pour contribuer directement à ces objectifs en apportant leurs propres fonds (comme indiqué au chapitre 5).

Cinquièmement, en dépit des importantes améliorations examinées au chapitre 6 en termes de suivi, d'analyse et d'élaboration de politiques, de nombreux pays ne savent toujours pas exactement ce qui se passe au niveau des flux, ni comment élaborer des politiques de manière à optimiser leur contribution au développement, comme indiqué au chapitre 7. Ils restent donc très vulnérables aux crises futures.

[Crise financière mondiale et flux de capitaux privés vers les pays à faible revenu: quels enseignements en tirer ?](#)